



## RÈGLEMENT DE CANDIDATURES

**Numéro de marché : SICGENC-202500101**

**Acheteur Public : Syndicat Intercommunal pour la Construction et la Gestion d'un Ensemble  
Nautique Couvert Nogent sur Oise et Villers Saint Paul - SICGENC**

**Siège social: Mairie de Nogent-sur-Oise**

**74, rue du Général de Gaulle**

**60180 Nogent-Sur-Oise**

**Procédure avec négociation**

**Articles R. 2171-15, R. 2124-3, R. 2161-12 et suivants du code de la commande publique**

**Objet de la consultation :**

**Marché public de performance avec Paiement Différé (MGP-PD)  
pour la réhabilitation du centre nautique de Nogent-Villers**

---

**Date et heure limites de remise des candidatures :**

***8 Octobre 2025 à 12h00***

## Article 1 - Acheteur

### Le pouvoir adjudicateur :

Syndicat Intercommunal pour la Construction et la Gestion d'un Ensemble  
Nautique Couvert Nogent sur Oise et Villers Saint Paul - SICGENC

Siège social : Mairie de Nogent-sur-Oise

74, rue du Général de Gaulle

60180 Nogent-Sur-Oise

## Article 2 - Objet

La présente consultation concerne un marché public global de performance énergétique à paiement différé (MGPE PD) conformément aux dispositions de la loi n°2023-222 du 30 mars 2023 et passé dans le cadre d'une procédure avec négociation selon les articles R. 2171-15, R. 2124-3, R. 2161-12 et suivants du code de la commande publique, en vue de la réhabilitation globale d'un centre nautique et de son Exploitation-Maintenance sur 15 ans.

Aux investissements d'amélioration énergétique s'ajoute des travaux de rénovation du bâtiment, notamment de la toiture et des menuiseries de toit, des murs extérieurs et parois vitrées, toutes les installations techniques (traitement d'eau et d'air), du plancher bas sur sous-sol. Des travaux complémentaires d'aménagements nautiques, de vestiaires et bureaux, ainsi que des espaces extérieurs complètent le projet de réhabilitation globale.

Le marché comporte des engagements de performance définis en termes de niveau d'activité, de qualité de service, de fonctionnement technique et d'efficacité énergétique et environnemental. Ces engagements de performance sont chiffrés et mesurables grâce à la mise en œuvre d'équipements permettant le suivi et l'analyse des mesures relatives aux engagements de performances imposés au groupement en phase d'exploitation du bâtiment qui seront précisés ultérieurement dans les documents de la consultation.

### **2-3 Codes CPV**

45212212 : travaux de construction de piscines

71200000 Services d'architecture

71300000 Services d'ingénierie

92610000 Services d'exploitation d'installations sportives

### **2-4 Valeur estimée du marché**

La valeur estimée du montant du marché s'élève à 7 745 000,00 €.HT. (dont 1 500 000 € pour l'Exploitation-Maintenance).

### **2-5 Lieu d'exécution**

Lieu principal d'exécution des travaux, de livraison des fournitures ou de prestation des services :148 Avenue de l'Europe à NOGENT-SUR-OISE

### **2-6 Durée**

La durée prévisionnelle du marché est de 204 mois à compter de la notification du marché.

Cette durée comprend :

- les délais d'études, de conception, d'obtention des autorisations, de réalisation, des ouvrages composant le bâtiment pour une durée estimée à environ : 24 mois
- l'exploitation / maintenance technique de chacun des ouvrages à compter de leur achèvement et jusqu'au terme du marché pour une durée estimée à 180 mois

## Article 3 - Les candidats

### 3-1 Compétences attendues

Les compétences attendues des candidats sont *a minima* les suivantes (niveau minimum de capacité) :

Conception :

- Architecture, conformément aux dispositions de la loi n°77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture (ou équivalent pour les candidats non établis en France)
- Efficacité énergétique et qualité environnementale du bâtiment (QEB)
- Hydraulique, Fluides et Structure (TCE)
- SSI
- Acoustique

Travaux de bâtiment :

- Travaux de bâtiment TCE

Exploitation et maintenance d'installations techniques.

Il est précisé que les candidatures devront clairement indiquer la/les compétence(s) de chaque opérateur économique du groupement.

### 3-2 Forme juridique de l'attributaire

Conformément à l'article R. 2142-21 du code de la commande publique, aucune forme juridique déterminée n'est imposée, par le pouvoir adjudicateur s'agissant des groupements d'opérateur.

Toutefois, conformément à l'article R. 2142-24 alinéa 2 du code de la commande publique, en cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

Compte tenu de la nature des missions objet du présent marché, le pouvoir adjudicateur mentionne sa préférence pour que le mandataire du groupement soit l'entreprise générale ou l'entreprise chargée du gros œuvre au sein du groupement d'entreprises chargées des travaux.

Le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter pour le marché public plusieurs candidatures en agissant :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

Dans tous les cas et conformément aux dispositions de l'article L. 2171-7 du code de la commande publique, les candidats ou groupements candidat devront identifier une équipe de maîtrise d'œuvre chargée de la conception de l'ouvrage et du suivi de sa réalisation.

## Article 4 - Variantes

Les variantes libres proposées par les entreprises candidates ne seront analysées que si elles présentent un intérêt économique (y compris en Coût Global) et qu'elles sont parfaitement justifiées et présentées selon le même formalisme que les offres de base.

## **Article 5 - Organisation générale de la consultation**

### **5-1 Procédure**

La procédure avec négociation, qui se déroulera uniquement en français, est décomposée en deux phases distinctes :

1. une phase candidature au terme de laquelle le Pouvoir adjudicateur désigne les candidats admis à présenter une offre. Conformément aux dispositions des articles R. 2142-15 et suivants du code de la commande publique, le nombre minimum et maximum de candidats est fixé à 3.
2. une phase offre au cours de laquelle le Pouvoir adjudicateur négociera les conditions d'exécution du marché avec les candidats admis à présenter une offre.

L'acheteur ne fera pas usage de la possibilité qui lui est offerte par l'article R. 2161-18 du code de la commande publique de réduire le nombre d'offres à négocier au cours de plusieurs phases successives. Conformément à l'article R. 2161-17 du code de la commande publique, les candidats sont informés que le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

Les grandes étapes de la procédure de passation sont les suivantes :

3. publication de l'avis de marché,
4. remise des candidatures,
5. analyse des candidatures, examen de celles-ci par le jury et sélection des candidats admis à présenter une offre,
6. Les modalités de remise des offres seront précisées dans le règlement de consultation (RC) au stade des offres.

### **5.2 Liste des documents de la consultation en phase candidature**

A ce stade de la procédure, le dossier de consultation propre à la phase candidature est composé des pièces suivantes :

- L'avis d'appel public à la concurrence ;
- Le présent règlement de candidatures ;
- Le cadre de réponse relatif aux renseignements administratifs
- Le cadre de réponse relatif aux références (excel)

## **Article 6 - Mise à disposition du dossier de consultation (phase candidature) par voie électronique**

Le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation (phase candidature) par voie électronique, à l'adresse suivante : <http://www.marches-securises.fr/>

Lors du téléchargement du dossier de consultation (phase candidature), le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par le profil d'acheteur lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non indication de la dite adresse électronique, ou en cas de suppression de la dite adresse électronique. Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement le profil d'acheteur afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

## Article 7 – Jury

En application des dispositions des articles R. 2171-16 et suivants du code de la commande publique, un jury, composé exclusivement de personnes indépendantes des candidats, est désigné par le Pouvoir adjudicateur:

- Après réception des offres initiales, il assiste à une présentation des offres par les candidats, il dresse un procès-verbal d'examen des prestations initiales et d'audition des candidats;
- Après le dépôt des offres finales, il dresse un procès-verbal d'examen des prestations finales et formule un avis motivé.

## Article 8 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé quatre (4) mois à compter de la date limite de réception des offres.

## Article 9 - Documents à remettre par le candidat (phase candidature)

Chaque candidat ou groupement candidat aura à produire les pièces suivantes :

- Une lettre de candidature (DC1 en vigueur ou document équivalent) comportant l'ensemble des indications permettant d'identifier le candidat ou l'ensemble des membres du groupement candidat.
- Une déclaration du candidat ou de chaque membre du groupement candidat (formulaire DC2 version en vigueur ou document équivalent)
- Une déclaration sur l'honneur du candidat ou de chaque membre du groupement candidat attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique et justifiant qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

Il est précisé que le DC1 en vigueur intègre une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ou chaque membre du groupement ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Par conséquent, les candidats qui utiliseront le formulaire DC1 en vigueur n'auront pas à fournir une telle déclaration.

*Les formulaires DC1 et DC2 sont disponibles à l'adresse suivante :*

*<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulairesdeclaration-du-candidat>*

- **Pour le ou les architectes** : copie de l'attestation d'Inscription au tableau de l'Ordre des architectes ou pour les architectes étrangers, preuve d'une autorisation d'exercice dans leur pays d'origine.

**Les pièces définies ci-dessous permettant l'évaluation de l'expérience, des capacités professionnelles, techniques, économiques et financières du candidat ou de chaque membre du groupement candidat :**

Capacités « techniques » :

- Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public.
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.

- Un sous-dossier « capacités professionnelles » contenant les pièces suivantes :
  - Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché (Curriculum Vitae des intervenants techniques et administratifs).
  - un dossier libre : il comprend toutes les autres informations que le candidat jugera pertinentes de présenter en complément des pièces imposées. Les candidats sont informés que ces éléments ne pourront être pris en considération pour l'examen de leur dossier.
  - Le cadre de réponse relatif aux renseignements administratifs complété, en format excel.xls.
  - 3 réalisations AU MINIMUM avec, si possible, deux images du mandataire concernant des équipements ayant des similitudes de taille, de nature (centre nautique/piscine, bâtiments de complexité similaire) au projet objet de la consultation et dont la date de délivrance du PC date de moins de 8 ans (chacune des 3 références sera, de préférence, présentée sur format power point).
  - Pour le prestataire d'exploitation-maintenance, présentation de 3 références dans le cadre de marchés globaux en cours pour des bâtiments de taille et d'objets similaires.
- Le cadre de réponse relatif aux références complétées. Les références seront présentées et classées suivant leur pertinence au regard de la présente opération. Les références communes du groupement seront particulièrement appréciées. Pour chacune d'entre elle, le candidat devra indiquer : l'intitulé de l'opération, le maître d'ouvrage, la nature des travaux, la ou les missions réalisées, la date de délivrance du PC, la date de livraison ou le stade de réalisation, la surface de plancher et le montant des travaux.

**Il est précisé que les candidats peuvent prouver les compétences attendues à l'article 3-1 par tout document, notamment des certificats de qualification en cours de validité.**

Capacité économique et financière :

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
- Des déclarations appropriées de banques ou la preuve d'une assurance des risques professionnels ;
- Les bilans ou extraits de bilan, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi.

Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés ci-dessus, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par le pouvoir adjudicateur.

**Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques, économiques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les mêmes documents (à l'exception du DC1) permettant d'apprécier leurs capacités technique, professionnelle, économique et financière ainsi qu'une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché.**

Le candidat peut déposer sa candidature avec un DUME, y compris un DUME électronique mais il ne peut pas se limiter à indiquer qu'il dispose de l'aptitude et des capacités requises, il doit fournir tous les justificatifs exigés pour la présentation des candidatures. Le DUME doit être rédigé en français.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

Conformément au code de la commande publique, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur, ainsi qu'une attestation d'assurance de responsabilité décennale conformément à l'article L.241.1 du code des Assurances lorsque celle-ci est requise conformément à l'article L243-1-1 du même code.

**Le pouvoir adjudicateur conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euro(s)**

## **Article 10 - Conditions d'envoi ou de remise des plis**

Les offres seront rédigées en langue française et établies en euros. De plus, elles seront transmises en une seule fois.

### **Remise obligatoire des dossiers de candidatures par voie électronique :**

La transmission des dossiers de candidatures par voie électronique doit être réalisée via la plateforme dématérialisée : <https://www.marches-securises.fr>

Les dossiers de candidatures doivent être reçus électroniquement avant les date et heure limites figurant en page de garde du présent règlement de candidatures. Les dossiers de candidatures qui seraient envoyés (et/ou reçus par l'autorité déléguée) électroniquement après ces date et heure limites ne seront pas retenus.

Les candidats sont invités à prendre en compte le temps de chargement de leur pli sur la plateforme par rapport à la date et heure de clôture, ce temps de chargement étant fonction du débit de leur accès internet et de la taille des documents à transmettre.

La réponse doit être impérativement reçue avant la date et heure limite de la consultation. Le dépôt de l'offre est horodaté et donne lieu à un accusé de réception de manière certaine.

Afin d'aider les candidats à utiliser les services de <https://www.marches-securises.fr>, la hotline est joignable au 04.92.90.93.24 et/ou via l'onglet "DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS" pour des informations sur le fonctionnement de la plate-forme.

Les conditions techniques doivent être respectées.

### **La copie de sauvegarde :**

L'offre dématérialisée peut être doublée d'une copie de sauvegarde (fortement conseillé) sur support papier ou sur support physique électronique (CD, clé USB), sous pli scellé comportant obligatoirement l'annotation :

<b><i>Copie de sauvegarde, le nom de société du candidat, l'adresse mail et l'objet de la consultation.</i></b>
---

Cette copie de sauvegarde ne remplace pas la transmission obligatoire de l'offre de candidature par voie dématérialisée dans les délais impartis.

Adresse de remise de la copie de sauvegarde :

**Syndicat Intercommunal pour la Construction et la Gestion d'un Ensemble Nautique Couvert Nogent sur Oise et Villers Saint Paul - SICGENC**

Mairie de Nogent-sur-Oise  
74 rue du Général de Gaulle. B.P.10102  
60181 NOGENT-SUR-OISE CEDEX

Horaires d'ouverture de la Mairie :

Lundi de 10 h 00 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 18 h 00  
et du mardi au vendredi de 8 h 30 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 17 h 30.

La copie de sauvegarde devra être adressée par porteur ou par pli recommandé avec accusé de réception ou tout mode d'acheminement express permettant de certifier la date de réception avant les date et heure mentionnées en page de garde. Le pli réceptionné après ce délai ne pourra pas être ouvert et sera détruit.

La copie de sauvegarde peut être ouverte par l'acheteur et se substituer à l'offre transmise électroniquement :

- ⌚ Si l'offre contient un programme informatique malveillant (ou « virus ») ;
- ⌚ Si l'offre est réceptionnée à la date limite de remise des plis de manière incomplète ;
- ⌚ Quand l'offre est réceptionnée hors délai, si l'acheteur dispose d'éléments tangibles montrant que le pli a commencé à être transmis avant l'échéance de fermeture de la remise des plis et si la copie de sauvegarde est, elle, parvenue dans les délais ;
- ⌚ Si l'offre n'a pas pu être ouverte par l'acheteur.

**Les plis qui seraient remis après la date et l'heure limite fixées au présent règlement de candidatures (sachant que l'heure faisant foi est celle de la fin du téléchargement du pli) seront rejetés sans être examinés.**

#### **Les modalités de transmission par voie électronique :**

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge du candidat. Le pouvoir adjudicateur n'exige pas de signature électronique.

Tous les documents doivent appliquer le même mode de transmission sauf exclusion explicitée dans le présent document (copie de sauvegarde). Cela signifie que la transmission papier et/ou sur support physique électronique tels que clé USB, CD-ROM, DVD-ROM n'est pas autorisée.

La présentation des plis électroniques sont similaires à celles des plis papiers. Chaque fichier réceptionné sera daté électroniquement avec un accusé de réception électronique par la plateforme.

Les horaires correspondent à GMT+01:00 Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants :

**.doc .xls .pdf .jpeg**

Les fichiers peuvent être compressés seulement avec **ZIP**. L'utilisation d'autres logiciels rend les réponses inexploitable. Dans ce cas, la ville ne saurait être tenue pour responsable du rejet de la candidature et/ou de l'offre qui sera jugée non conforme et le candidat ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

Ne pas déposer de dossier raccourci.

L'utilisation de format .exe ou d'outils contenant des "macros" est proscrite.

Les caractères spéciaux (par exemple ° \* « ' etc.) peuvent provoquer une erreur lors de l'envoi ou de la lecture des fichiers. Utilisez uniquement pour le nommage de vos fichiers les caractères alphanumériques sans accent ainsi que les tirets (- ou \_).

Lors de la constitution de sa réponse en ligne, le candidat a la possibilité de signer des fichiers au moyen de son certificat de signature électronique permettant d'authentifier la signature de la personne habilitée à engager l'entreprise.

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PadES.

Les certificats de signature électronique doivent être conformes à l'arrêté du 13 juin 2014 portant approbation du référentiel général de sécurité, c'est-à-dire conformes au règlement (UE) n°910/2014 dit « eIDAS » du 23 juillet 2014.

Pour répondre, la signature électronique sera au minimum avancée avec certificat qualifié (niveau 3) :

- certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences de la réglementation ;
- certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I de la réglementation.



Site Internet <https://www.ssi.gouv.fr/administration/reglementation/confiance-numerique/le-reglement-eidas/liste-nationale-de-confiance/>

### **Traitement des documents contenant un virus informatique**

Il est conseillé aux candidats de soumettre tous leurs documents à un anti-virus avant envoi. Si d'aventure un virus était détecté, un archivage informatique de sécurité sera opéré et le document sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat en est informé.

Le pouvoir adjudicateur ne prévoit pas de demander le renvoi de la candidature, ni la réparation des offres le cas échéant et copie de sauvegarde dans le cas d'un programme informatique malveillant ou virus.

### **Signature électronique :**

La signature électronique est l'équivalent de la signature manuscrite, en référence au Code Civil.

Le pouvoir adjudicateur n'oblige pas la signature électronique des documents.

Les candidats ont donc la faculté de signer ou de ne pas signer leurs documents.

La plateforme de marchés publics propose gratuitement aux opérateurs économiques, qui n'en disposent pas, un logiciel de signature.

Lorsque l'opérateur économique signe avec un autre outil de signature que celui de la plateforme, il doit transmettre avec le document signé, le mode d'emploi permettant au pouvoir adjudicateur de procéder aux vérifications nécessaires. Ce mode d'emploi contient, au moins, les informations suivantes :

1° La procédure permettant la vérification de la validité de la signature ;

2° L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

### **Quelques règles sur la signature électronique :**

- Tous les documents dont la signature est requise doivent être signés individuellement électroniquement par la personne habilitée à engager la société.
- Une signature manuscrite apposée dans un document imprimé, puis scanné, ne donne pas la qualité d'original à ce document, mais d'une simple copie.
- La signature d'un fichier compressé (tel que .zip) ne vaut pas signature des fichiers qu'il contient. Les documents à l'intérieur du fichier Zip doivent être, obligatoirement, signés électroniquement. (Pièces énumérées dans le règlement de candidatures, par exemples : lettre de candidature, déclaration sur l'honneur, délégation de pouvoir et habilitation de mandat).
- La signature électronique peut être apposée au moyen d'un parapheur électronique. Le parapheur électronique est un outil disposant de fonctions autorisant, au moins, le regroupement de documents à valider ou signer, la signature d'un même document par plusieurs signataires, sans en altérer l'intégrité, que l'utilisation soit locale ou en ligne. Chaque signature doit pouvoir être vérifiée indépendamment des autres.

Lors du téléchargement des documents de la consultation de la phase candidature, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par le profil d'acheteur lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non indication de la dite adresse électronique, ou en cas de suppression de la dite adresse électronique. Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement le profil d'acheteur afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

## Article 11 - Critères de sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, le pouvoir adjudicateur qui constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.

Si un candidat se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par l'acheteur ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

Le jury visé à l'article 7 du présent règlement de candidature examinera les candidatures en fonction des critères de sélection des candidatures suivants cités par ordre d'importance décroissant :

- Capacités professionnelles évaluées au regard de la pertinence des références présentées par les membres du groupement compte tenu de l'objet du marché ainsi qu'au regard des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise
- Capacités techniques évaluées au regard des moyens en personnel et en matériel des membres du groupement.
- Capacités économiques et financières du groupement.

Le jury dresse un procès-verbal d'examen des candidatures et formule un avis motivé sur la liste des candidats à retenir.

Le pouvoir adjudicateur arrête ensuite la liste des candidats admis déposer une offre.

## Article 12 - Prime

Une prime d'un montant de 40 000 euros TTC sera allouée à chacun des candidats non retenus à l'issue de l'intégralité de la procédure avec négociation et ayant remis une offre conforme.

## Article 13 - Modalités essentielles de financement et de paiement

**Modalités de financement** : fonds propres et éventuelles subventions éligibles.

Le marché est susceptible de s'inscrire dans un projet/ programme financé par des fonds de l'Union européenne.

**Modalités de paiement** : selon les règles de la comptabilité publique en vigueur dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement conformément au décret n° 2013.269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique et selon les articles L.2192.10 et suivants du code de la commande publique.

## Article 14 - Participation des candidats réservée à une profession particulière

Le groupement comprendra *a minima* une équipe de maîtrise d'œuvre en application de la loi n°77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture.

## Article 15 - Renseignements complémentaires

Afin d'assurer l'égalité de traitement des candidats et la traçabilité des échanges, tout échange entre le représentant du maître d'ouvrage et les candidats se fera via le profil acheteur du pouvoir adjudicateur donné ci-dessous. Par conséquent, pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront impérativement formuler leur demande via le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des candidatures à l'adresse suivante :

### **1) Renseignements administratifs**

Les candidats pourront transmettre leurs questions via la plateforme <https://www.marches-securises.fr>

### **2) Renseignements techniques**

Les candidats pourront transmettre leurs questions via la plateforme <https://www.marches-securises.fr>

### **3) Voies et délais de recours**

Renseignements auprès du Tribunal Administratif d'Amiens

## **Article 16 - Modification de détail au dossier de consultation (phase candidature)**

L'Acheteur Public se réserve la possibilité d'envoyer au plus tard cinq (5) jours avant la date limite de remise des candidatures des modifications de détail sur le dossier de consultation (phase candidature).

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

## **Article 17 – Insertion par l'activité économique**

Aucun engagement n'est demandé au stade de la candidature mais les candidats sont informés qu'il leur sera demandé au stade de l'offre un engagement sur des heures d'insertion professionnelle.

Dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'inclure dans le cahier des charges du marché des obligations et/ou objectifs en matière d'insertion par l'activité économique.

Le pouvoir adjudicateur n'exclut ainsi pas d'imposer un quota d'heures minimales (valeur cible) à mettre en œuvre pour chacune des phases de conception, d'exécution des travaux et d'exploitation technique. L'entreprise ou le groupement qui se verra attribuer le marché se devra alors de réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'éliminer toute offre ne satisfaisant pas à la condition édictée ci-dessus.

---